

Le Ministre d'Etat, Ministre de la
fonction publique et des réformes administratives

PARIS, le 6 juillet 1989

Direction générale de l'administration
et de la fonction publique

FP/3 N° 1718

Le ministre de la solidarité, de la Santé
et de la protection sociale

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE LA
FONCTION PUBLIQUE ET DES REFORMES
ADMINISTRATIVES

ET

LE MINISTRE DE LA SOLIDARITE, DE LA SANTE
ET DE LA PROTECTION SOCIALE

A

MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES
ET SECRETAIRES D'ETAT
MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS

OBJET : Circulaire relative à l'emploi dans la fonction publique des
personnes atteintes du virus de l'immunodéficience humaine (V.I.H.)

La présente circulaire a pour objet d'apporter des précisions qui
paraissent indispensables au regard de l'accès aux emplois publics ou de
leur exercice, des personnes atteintes du virus de l'immunodéficience
humaine (V.I.H.), dont la forme grave constitue le SIDA.

Ces personnes relèvent de même que tous les autres candidats à un
emploi public, des règles générales relatives aux conditions d'aptitude
physique pour l'accès aux emplois publics et à l'appréciation de ces
conditions.

A cet égard, il est essentiel de bien faire la distinction entre
le statut sérologique et l'état clinique des personnes.

1° L'individu pour lequel il a été pratiqué un test de dépistage
attestant la présence d'anticorps dirigés contre le V.I.H. est réputé
séropositif ; ne manifestant pas de signe évident de maladie, il est dit
porteur sain ou asymptomatique.

Les porteurs sains étant normalement en possession de leurs
capacités physiques et intellectuelles, ils sont donc tout à fait en mesure
d'accomplir leurs tâches professionnelles. De plus, dans les conditions
habituelles de travail, ils n'offrent aucun risque de contamination pour les
personnes situées dans leur entourage.

2° Pour ceux dont le système immunitaire est affaibli, la
situation varie selon les individus : certains manifestent des infections
courantes, susceptibles de provoquer quelques brefs arrêts de travail,
d'autres, qui développent des affections graves, peuvent toutefois
travailler lors des périodes de rémission résultant du traitement de ces
affections.

Compte tenu de ces éléments, deux cas de figure peuvent se présenter

1' - Si le statut sérologique n'est pas connu, la recherche systématique de la présence d'anticorps anti V.I.H. n'a pas de justification :

L'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires dispose que "nul ne peut avoir la qualité de fonctionnaire...S' s'il ne remplit pas les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction" et l'article 20 du décret n° 86-442 du 14 mars 1986 précise que "nul ne peut être nommé à un emploi public s'il ne produit à l'administration... un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé constatant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité ou que les maladies ou infirmités constatées qui doivent être indiquées au dossier médical de l'intéressé ne sont pas incompatibles avec l'exercice des fonctions postulées".

Ces textes écartent donc le principe d'un rejet a priori des candidatures qui se fonderait sur certaines affections et prévoient que l'aptitude physique à un emploi public doit être appréciée au cas par cas, en fonction des exigences propres à l'emploi postulé. Ces règles s'appliquent aussi bien lors des examens médicaux déterminant si les candidats sont physiquement aptes à concourir ou à être nommés à un emploi public que lors des examens préalables à la titularisation.

L'application de ces règles ne justifie donc en aucun cas le recours au dépistage systématique des anticorps anti V.I.H. et conduit à proscrire tout rejet des candidatures aux emplois publics formulées par les personnes séropositives, fondé sur le seul statut sérologique, dès lors qu'elles sont aptes à exercer la fonction. De telles pratiques seraient en opposition formelle avec la législation et la réglementation en vigueur.

Toutefois, lors de l'examen clinique pratiqué par le médecin agréé, la présence de signes évocateurs de l'infection par le V.I.H. ou la demande de l'intéressé, peut amener à faire réaliser une recherche d'anticorps anti V.I.H. • Cette recherche ne peut en aucun cas être effectuée à l'insu de l'intéressé ;

2' - si le statut sérologique positif d'un individu est établi et vient à être connu, il convient de distinguer le statut sérologique de l'état clinique.

- la séropositivité à elle seule et en tant que telle ne peut justifier une décision de refus, aussi bien d'admission à concourir que de recrutement ou de titularisation

- si la séropositivité s'accompagne de signes cliniques évocateurs de SIDA, les médecins agréés et les comités médicaux sont dès lors tenus de donner leur avis sur la compatibilité de l'état de santé du candidat avec la fonction postulée, conformément aux dispositions du décret du 14 mars 1986 précité. Au vu de ces avis, il appartient à l'administration de statuer sur la situation juridique du candidat.

*

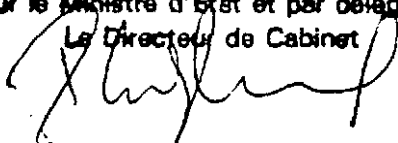
* *

Je vous rappelle deux règles fondamentales qui, en toute hypothèse, s'imposent en matière médicale.

D'une part, il convient de respecter le secret médical qui couvre toutes les informations contenues dans le dossier médical d'un candidat et donc, le statut sérologique qui peut éventuellement y figurer.

D'autre part, lorsque l'état de santé de l'intéressé le permet, le maintien en activité professionnelle peut être bénéfique pour son état psychologique et doit alors être recherché dans toute la mesure compatible avec le bon fonctionnement du service.

Pour le Ministre d'Etat et par délégation
Le Directeur de Cabinet



PNilpPe BELAVAL.

Pour le Ministère de la solidarité, de
la santé et de la protection sociale
Le Directeur de Cabinet



Jean-René BRUNETIERE